

# L'Éveil

Le choix de la lutte

2<sup>ème</sup> semestre 2019  
n°8

Journal du Parti communiste de Saint-Quentin, de Gauchy et du Val d'Origny

CONCERTS, DÉBATS, EXPO, BROCANTE, PÉTANQUE, ASSO...

## PROGRAMME DE LA FÊTE À L'INTÉRIEUR

### FÊTE DES LIBERTÉS, LE CHEMIN DE LA LUTTE !

La colère gronde partout, forte, assourdissante contre le gouvernement Macron et ses alliés, le patronat. La liste des luttes engagées ne finit pas de s'allonger ! Les cheminots qui prennent de plein fouet l'ouverture à la concurrence de la SNCF voulue par l'Europe du capital, la santé où les uns après les autres les hôpitaux se mettent en grève, l'éducation nationale où enseignants, directeurs, parents contestent la loi Blanquer, tous nos services publics sont attaqués, cassés !

Le privé n'est pas en reste avec son lot de délocalisations, de fermetures de sites ! Des salariés qui viendront retrouver les rangs trop nombreux des privés d'emploi ! Sarkozy, Hollande Macron, ils n'auront laissé aucun répit pour le peuple, la situation ne fait que se dégrader un peu plus chaque jour ! Tout pour le capitalisme, le patronat qui engrangent les bénéfices. Il n'y a pas 36000 SOLUTIONS, mais deux, pour ceux qui subissent ce système : **Baisser la tête, subir, se taire et se résigner ou REJOINDRE CES LUTTES, en développer d'autres et s'organiser pour combattre ! Entrer en résistance !**

Rien n'a jamais été obtenu sans lutte, nos anciens ont su le faire, les congés payés en 36, la sécurité sociale (pourtant dans un pays ravagé par la guerre), les droits syndicaux (que Macron et sa bande ont décimés) ! **Pour eux, il était aussi dur de faire grève que pour nous aujourd'hui.** Pour eux, il n'a pas été simple de mener ces combats ! Mais les revendications de fond, l'organisation, la solidarité ont tout changé !

Pourquoi pas nous aujourd'hui ? A Saint-Quentin, loin des compromissions, des magouilles, vous avez un outil à votre disposition, le Parti Communiste, ses militants ! Militants, combattants engagés, pas de médailles d'honneur, pas de petits cadeaux, pour aucun d'entre nous, juste un engagement sans faille auprès de ceux qui subissent les injustices, le capitalisme, pour agir concrètement et changer cette société.

Ce changement de société ne passera pas par les urnes, mais par notre lutte à tous, coordonnés. On essaye de nous détourner du combat central, mais celui-ci est bien profondément un combat classe contre classe, un combat anti capitaliste.

Cela ne nous empêche pas de participer aux scrutins électoraux, c'est d'ailleurs ce que nous ferons aux municipales de 2020, pour pouvoir agir localement, contrecarrer les politiques dévastatrices menées par Frédérique Macarez et Xavier Bertrand



sous couvert de leur allié E. Macron et de leur cogestionnaire local le Rassemblement National. Pour pouvoir amener une autre vision, une autre gestion de notre ville à Saint-Quentin et ailleurs, une ville plus juste avec des services publics pour tous dans la solidarité. Pour cela, nous aurons un programme que nous continuerons de construire avec vous à la Fête des Libertés. Ce sera un programme de justice sociale !

La force du PCF à Saint-Quentin, Gauchy, Val d'Origny et environs, c'est votre force, demain ensemble nous pouvons tout imaginer, à vous de vous emparer de cet outil, de nous rejoindre ! Rien ni personne ne pourra nous arrêter si nous y allons tous ensemble ! A tous ceux qui veulent nous rencontrer ou s'engager, la Fête des Libertés 2019 vous ouvre ses portes.



Corinne Bécourt  
Secrétaire de la section  
PCF de Saint-Quentin



**Olivier TOURNAY**  
Conseiller municipal - opposition (PCF)

La majorité municipale de St-Quentin (LR-UDI- LREM) a créé un lien entre le versement du RSA et des « heures de bénévolat ».

L'édifice de ce rapport sous-tend qu'il doit permettre à des personnes dites « isolées » et allocataires du Revenu de Solidarité Active, de reprendre pied dans la société. Cet argument est hélas utilisé depuis plus de 30 ans n'a fait que précariser davantage la population

Le département et la ville viennent se substituer à Pole Emploi et aux Maisons de l'Emploi et de la Formation dont c'est

## **ONDULYS : UNE DIRECTION QUI SUPPRIME DES EMPLOIS, MASSACRE LE PAYSAGE ET S'ACHARNE SUR LES SALARIÉS QUI REVENDIQUENT. LA CGT RÉSISTENT ET REMPORTE DES VICTOIRES**

La construction du HBS High Building Storage, c'est 20 millions d'euros d'investissement. Le but de cet entrepôt est d'automatiser le stockage de produits finis et son expédition. C'est le point final, si l'on peut dire ainsi, de l'automatisation de notre usine. Ça a commencé par l'automatisation des chariots qui alimentent les machines qui transforment les plaques de carton en carton plié, imprimé, collé, formé, etc... Ensuite ils ont automatisé l'évacuation de la marchandise transformée en sortie de machine vers les expéditions. Après, ils ont installé un système qui s'appelle Minda pour contrôler toutes ses automatisations depuis un ou plusieurs ordinateurs. **Le but de tout ça est de réduire les frais de personnel et d'augmenter les profits.**

Le HBS annonce entre 25 et 30 disparitions de poste de travail. Ça concerne principalement les caristes.

## **RSA CONTRE BÉNÉVOLAT UNE INADMISSIBLE PROPOSITION !**

le rôle que de remettre les personnes privées d'emploi vers le monde du travail. On pourrait se dire que c'est une possibilité supplémentaire qui est mise en place. Or, celle-ci est travestie par ce lien clair avec l'allocation du RSA. **Les précaires, les privés d'emplois sont allocataires, ce qui signifie qu'ils perçoivent une prestation financière prévue par la Loi en raison de leur situation, régie par le principe de solidarité nationale.** C'est ce même principe qui fonde le financement de la sécurité sociale, du versement de l'impôt, des retraites, ou l'école. Or cette proposition monnaie la solidarité nationale, d'autant que l'engagement est une notion qui résulte de l'ordre privé.

Regardons ce qui s'est fait dans les départements pilotes. La majorité des offres de bénévolat sont proposées par des structures qui ont besoin de main-d'œuvre mais qui n'ont pas ou plus les moyens d'embaucher. En ces temps d'austérité qui voient la disparition des contrats aidés, on remplace des emplois non rentables et à caractère associatif, par du bénévolat sous contrat.

Les propositions du dit bénévolat dans le Bas-Rhin (toujours sur le site internet), sont édifiantes :

- Promeneur de chiens à la SPA avec exigence d'une cotisation de 10 euros ; accompagnateur de cantine scolaire ; distribution des repas dans un EHPAD ;...

Ces quelques exemples démontrent qu'il est aujourd'hui possible de faire travailler les gens gratuitement : pas de salaire, pas de cotisation sociale. Cela n'est pas acceptable, c'est implicitement une nouvelle attaque contre les salariés privé d'emploi. Reste aux associations de ne pas cautionner cette nouvelle forme d'exploitation.

Repères :

2016 : Le président LR du département du Haut-Rhin contraint à 7 heures hebdomadaires de « bénévolat » obligatoire pour l'obtention du RSA.

2017 :

- le tribunal administratif rejette cette pratique.

- le Conseil d'Etat estime que cette mesure peut s'appliquer et doit s'inscrire dans « un contrat librement débattu ».



Ondulys Saint Quentin deviendra la vitrine du groupe Ondulys France, mais à quel prix ?! Cette façade de modernité se fait au détriment de l'environnement de l'usine (voir la photo de Morcourt) mais aussi des salariés dont les conditions de travail sont mauvaises, les salaires au plancher et les règles de sécurité et d'hygiène bafouées.

En janvier 2017, nous avons monté le syndicat pour améliorer la situation. Depuis, la direction a été contrainte, suite à plusieurs courriers et à l'intervention de l'inspection du travail, de se mettre au pas et d'appliquer la réglementation

(paiement des heures, installation d'extincteurs et d'issues de secours, traitement des déchets). Mais il reste encore beaucoup à faire. La direction, qui investit des millions et a touché 280.000€ de CICE (crédit d'impôt de l'État), a concédé une augmentation de salaire ridicule en 2019 : +1,25%, soit 16€ pour un salaire de 1300€.

Nous sommes déterminés à continuer le combat pour que les salariés touchent enfin ce qui leur revient et qu'ils travaillent dans de bonnes conditions.

**Alice Gorlier, déléguée syndicale CGT**

**ENTRÉE GRATUITE**

# 42<sup>ÈME</sup> FÊTE DES LIBERTÉS

## 60 ANS DE LA RÉVOLUTION CUBAINE

**STADE PLEIN AIR (VÉLODROME)  
RUE THIERS À SAINT-QUENTIN**

### **SAMEDI 7 JUILLET**

**DE 12H À 23H**

**MUSIQUE NON STOP, BUVETTE/GRILLADES**

**ULTRA VIOLET** (Pop/Electro, mêlant des sonorités Pop ou encore Jazz)

**APÉRO SPÉCIAL BRASSENS** avec Oliver D-Rago et Olivier Tournay

**LES MOITIÉS D'CONS (ROCK ALTERNATIF)**

**LES TEIGNEUX**

**AUX P'TITS OIGNONS** (Chanson Française » où le violon mexicain vient caresser le blues de l'harmonica où la guitare électrique vient percuter les congas)

**LES DARONS** (Rock, Auteurs, compositeurs, les Darons aiment les mots qui sonnent, les riffs qui accrochent et les mélodies qui transportent. A consommer sur place !!)

### **DIMANCHE 8 JUILLET**

**DE 10H À 19H**

Jeux gonflables gratuit pour les enfants, Brocante, Stands politiques, associatifs, jeux, Espace CNL, Espace syndicats, Stand du LIVRES, EXPOSITION « Cuba et ses 60 ans de révolution

#### **DEBATS**

**Inscrits au quotidien dans les luttes locales, logement, école, santé ; Comment à partir de ses luttes pouvons nous travailler, proposer aux st quentinois nos perspective locales pour « construire ensemble » ?**

Dimanche 15H30 / « Droits au Logement, à la santé, à l'école etc... Quels besoins pour les st-quentinois... Le point de vue des communistes

Avec

Corinne Bécourt, secrétaire du section du PCF ST Quentin,

Olivier Tournay, conseiller municipal PCF,

Emmanuel Dang Tran, membre du Conseil National du PCF

#### **CONCERTS**

**APÉRO SPÉCIAL BRASSENS** avec Oliver D-Rago et Olivier Tournay

**NOSTALROCK** (Rock populaire 80/90)

**LES CHATS S'ÉVADENT** (un groupe composé de personnes en situation de handicap et d'éducateurs. Au-delà de la musique, le groupe cherche à s'ouvrir en provoquant des rencontres improbables)

**LA CORDE RAIDE** (Chansons françaises guitare et accordéon)

**THE BUFFALO RIDERS** (Du Rock indéfinissable)

**LA GOULUE** (saxophone, du piano, de l'accordéon, de la guitare et de la percussion, La Goulue vous dévore et se gave de vos idées les plus sombres pour en vomir des torrents d'arc en ciel.)

**GADGE'T SWING** (Jazz manouche)

#### **REPAS FRATERNEL À 12H30**

Menu Cubain : Empanadas, poulet coco, flan cubain - 12€

Sur réservation: 06/26/09/26/48

# LOGEMENT SOCIAL LES SAINT QUENTINOIS DÉPOUILLÉS

Notre vieille dame Habitat Saint-Quentinois, bientôt centenaire ne passera pas son 100ème anniversaire, 25 années de gestion catastrophique par les équipes de la droite locale, F.Macarez et Xavier Bertrand et la nouvelle loi Elan mise en place par LE GOUVERNEMENT MACRON auront servi à brader le logement social, à quelques uns en catimini, en cachette des locataires. Chacun, dans chaque quartier, fouillera ses archives, cherchera, pas un seul courrier de la direction, des élus en place pour au minimum informer les locataires.

Et pourtant, il ne s'agit pas d'une simple fusion, mais de l'absorption complète d'Habitat St-Quentinois par un mastodonte du logement à Lille. Même s'il s'agit d'un office public, rien ne garantira jamais qu'une nouvelle fusion à plus grande échelle, n'ira pas vers une privatisation, localement nous serions complètement impuissants.

Cette absorption, c'est la PERTE complète d'une GESTION DE PROXIMITÉ avec des conséquences graves pour les locataires et les salariés !

L'augmentation des loyers ne sera plus maîtrisée localement, se pose aussi la question des charges annuelles et pour les expulsions, les vrais décideurs seront à Lille.

Plus de conseil d'administration décisionnaire, plus d'intervention directe



des associations locales ou élus au plus proche des locataires. Si deux agences sont gardées, elles n'auront aucun pouvoir décisionnaire central, tout sera décidé dans un conseil d'administration à Lille, loin des st quentinois, de leur besoins et préoccupations. Un seul élu siègera pour Saint-Quentin

Habitat Saint-Quentinois le plus gros bailleur de notre ville permettrait à tous ceux qui ne peuvent louer dans le privé ou acheter, de se loger. Malgré une situation financière dégradée. Achat pour des millions d'euros de friches inutiles, gestion aléatoire sous couvert de différents président(e)s et directeurs successifs. Avec un bas de laine conséquent tout en étant très peu endetté, Habitat St-Quentinois aurait pu vivre !

Aucune recherche sérieuse n'a été faite dans ce sens, malgré les demandes de la CNL à travers ses représentants en conseil d'administration. Les choix étaient déjà faits !

Pendant deux ans, nous n'entendrons plus parler de rien en conseil d'administration. Les changements de direction continuent à fuser dans tous les sens, accompagnant des stratégies ténébreuses, jusqu'à ce 28 mai 2019, où à 21 voix contre les deux voix de la CNL, ils acteront l'absorption d'Habitat-Saint-Quentinois par Partenord.

Un vote confirmant cette décision aura lieu au conseil d'administration de la Com d'agglomération le 22 juin, Olivier Tournay, conseiller communautaire relayera notre parole et notre demande. Pour



nous, il est encore temps de revoir la situation, l'obligation de regroupement est pour 2021 voire 2023. Cela peut être une SAC (organisme de coordination de plusieurs offices HLM), qui permet de garder le nom, la gestion locale etc. A la direction d'Habitat Saint-Quentinois de prospecter, faire des propositions alternatives pour que nous puissions garder notre patrimoine commun.

Nous demandons, comme Xavier Bertrand a su le faire en son temps, Frédéric Macarez aussi, comme pour les grands projets de Saint-Quentin, que les locataires, les salariés soient consultés par référendum !

D'ailleurs pourquoi pas tous les Saint-Quentinois !

C'est le seul chemin, juste pour l'avenir d'Habitat Saint-Quentinois ! NON A LA FIN D'Habitat Saint-Quentinois

Franck Mousset, Président de la CNL, Corinne Bécourt et Frédéric Joubé, administrateurs d'Habitat Saint-Quentinois



## NON A LA FIN D'HABITAT SAINT-QUENTINOIS ET AU BRADAGE DE NOS 5200 LOGEMENTS

Nous demandons à Xavier Bertrand, Président de la Communauté d'agglomération et à Frédérique Macarez, Maire de Saint-Quentin, d'annuler la procédure de fusion, d'étudier d'autres solutions et de consulter les locataires, les salariés d'Habitat Saint-Quentinois ainsi que la population par référendum pour l'avenir du logement social Saint-Quentin .

Nom - Prénom	Adresse	Mail - Téléphone	Signature

# L'ÉCOLE DE LA « CONFIANCE » ? DÉFIANCE ! UN PROJET DE CASSE DE L'ÉDUCATION PUBLIQUE !

Sur le même modèle que les « lois Macron », le projet de loi Blanquer dite « école de la confiance » est une sorte de fourre-tout au final très cohérent par son orientation idéologique. Constitué de 25 articles, le projet de loi est une attaque en règle contre le service public d'éducation et les fonctionnaires.

Parmi les attaques les plus graves, on trouve les EPSF (Etablissement public des savoirs fondamentaux) qui vont entraîner une modification structurelle de l'école publique. Blanquer prévoit de regrouper collèges et écoles de secteur, engendrant la disparition de directeurs d'école et la modification de la hiérarchie. Désormais, **les professeurs des écoles seraient rattachés au principal du collège qui gèrera, en super manager, des établissements de plus en plus gros**. Le projet de loi prévoit également le transfert possible de personnel entre écoles d'un même EPSF. L'objectif clair est de réaliser des économies d'échelle pour supprimer des postes.

**Conséquences de cela, les effectifs par classe vont une nouvelle fois augmenter et les enfants n'auront plus la certitude d'être scolarisés à proximité de leur domicile.** A l'antipode des EPSF, Blanquer annonce la **création des EPLEI** (Etablissements Publics Locaux d'Enseignement International). Si les premiers servent à faire des économies, les seconds ont quant à eux l'objectif de devenir de vrais établissements d'élite. Il faut dire qu'ils ne seront pas réservés aux mêmes élèves... **Ces établissements scolariseront de la maternelle au lycée des élèves bilingues et le financement sera en partie public et en partie privé.** De premiers projets d'EPLEI sont déjà à l'étude, comme par exemple dans le nord de la France pour accueillir les enfants des cadres dirigeants des entreprises qui reviennent en France suite

au Brexit. A Clermont-Ferrand, la direction de l'entreprise Michelin a demandé l'ouverture d'un EPLEI pour les enfants de ses cadres internationaux... Cela symbolise à merveille la conception de Blanquer de l'éducation nationale : **une école à deux vitesses et une marche forcée vers l'entrée de capitaux privés.**

L'article 1 du projet de loi instaure un dangereux devoir de réserve pour les enseignants qui n'existe nullement actuellement. En faisant cela, Blanquer souhaite mettre en place des outils pour museler les enseignants. Un fondement légal existerait pour pouvoir prendre des sanctions contre des enseignants pour des motifs, par exemple, syndicaux ou politiques. Cela s'inscrit dans un inquiétant contexte de dérive autoritaire plus large du gouvernement qui, pour imposer sa réforme, n'hésite pas à sanctionner ou à menacer des enseignants ou lycéens mobilisés. L'interpellation musclée de Mantes-la-Jolie reste dans les mémoires !

Parmi les autres attaques on peut citer par exemple, le remplacement des ESPE par les INSPE (Instituts Nationaux Supérieurs du Professorat et de l'Éducation), dont les directions seront nommées par le ministère.

À compter de la rentrée prochaine, les étudiants assistants d'éducation pourront intervenir en classe, et seront utilisés comme moyens d'enseignement. C'est la réponse de Blanquer aux difficultés de recrutement. **On trouve également le renforcement de l'école inclusive qui en réalité ne sert qu'à justifier la baisse des moyens aux structures adaptées pour l'accueil des élèves handicapés qui seront de plus en plus intégrés à des classes déjà surchargées et où les professeurs ne seront nullement formés pour répondre à leurs besoins.**



## SCOLARITÉ OBLIGATOIRE À 3 ANS DANGER POUR L'ÉCOLE PUBLIQUE !

Mesure phare du ministre Blanquer, **l'abaissement de l'âge de la scolarité obligatoire à 3 ans est en réalité un simple cadeau à l'éducation privée.** Aujourd'hui, 98% des élèves sont déjà inscrits à l'école dès 3 ans. Cette réforme n'a donc aucun intérêt de ce côté-là. Cependant, cette nouvelle obligation scolaire va obliger les communes à financer les maternelles privées sous contrat.

On estime que le prélèvement sur l'argent public s'élève à 150 millions d'euros ! Le vrai problème de la maternelle qu'il faut régler c'est celui de l'absentéisme des élèves. Mais la loi ne prévoit rien sur ce sujet. Bien au contraire même vu les restrictions de moyens d'encadrement dans le public, les centaines de fermetures d'écoles, notamment rurales, et les problèmes de transport qu'elles créent.

Aurélien Jan

Le ministre a été le premier surpris par la force de la mobilisation contre son projet. Sûr de sa communication il n'avait pas imaginé que les nombreux articles et amendements de sa loi seraient si rapidement et massivement compris par les enseignants. Le succès **des journées de mobilisation** des 9 et 18 mai a montré la force et la vivacité du mouvement.

**Le « bug » de Parcoursup**, le 17 mai, a placé des dizaines de milliers de lycéens dans l'angoisse. Le bug **souligne combien tout Parcoursup est une escroquerie informatique destinée à sélectionner les futurs étudiants, dans l'inégalité, de façon opaque et autoritaire, sans recours, au mépris des aspirations, des vocations et des besoins.** Les nouvelles filières dans les lycées accroissent les injustices et les mécontentements. L'abandon de l'affichage des 120.000 suppressions de postes dans la fonction publique ne change rien à la réalité subie par l'école. Le moratoire sur les fermetures d'école succède à des centaines de fermetures ces dernières années : l'essentiel de la casse est commis et les suppressions de classe vont conti-

nuer. Macron a précisé la nouvelle contre-réforme des retraites dont les fonctionnaires seront les premières victimes. Ces dernières semaines, les convergences de luttes, construites à partir de convergences d'intérêt se développent avec les lycéens et les parents, aussi avec d'autres pans du service public, comme les Finances et la Santé.

Le parallélisme est flagrant entre Education et Santé, entre projets Blanquer et projet Buzyn : réduction du service public, cadeaux au privé, déqualification (étudiants employés à la place des enseignants ou des médecins etc.), caporalisation et renforcement des tutelles bureaucratiques autoritaires. Ecole et hôpital : même combat et même temps !

Plus que jamais, communistes, nous sommes de toutes les luttes, pour faire échec aux projets Blanquer ! Les grèves et manifestations syndicales : oui ça sert ! Au rapport de force constant contre la politique de destruction des acquis sociaux et des services publics.

# **OTAN, 70ÈME ANNIVERSAIRE: PLUS QUE JAMAIS SORTIR DE L'ALLIANCE GUERRIÈRE IMPÉRIALISTE!**

Sortir de l'OTAN, réduire et non augmenter les dépenses militaires !

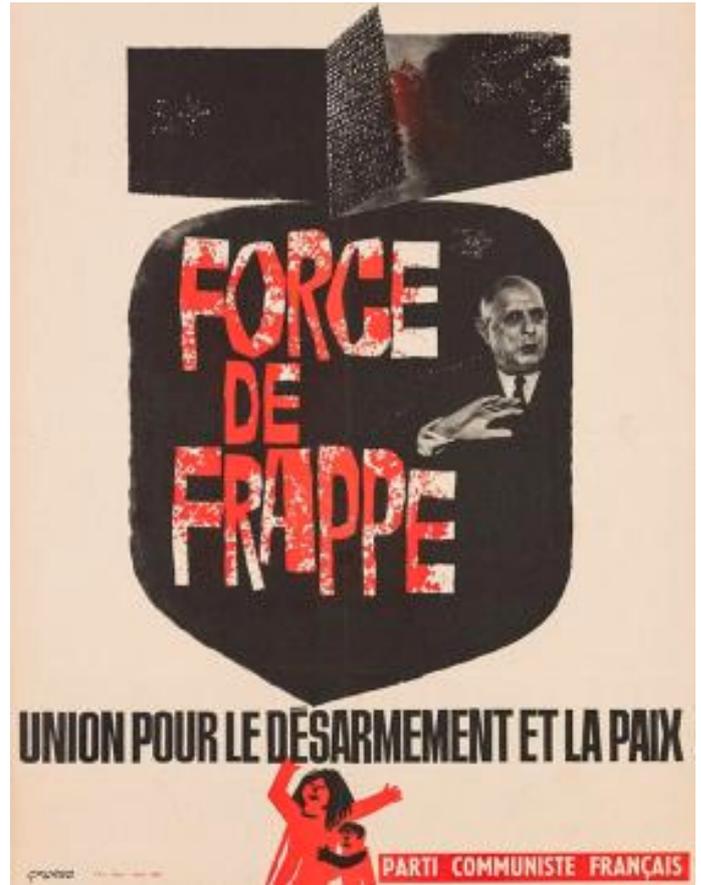
Plus que jamais : l'argent pour l'école, pas pour la guerre ! Dans le « grand débat » sur l'efficacité de la dépense publique, le pouvoir et ses médias parviennent à éluder entièrement le seul budget qui grimpe en flèche, celui du ministère des Armées (qui ne s'appelle plus « de la défense »). Il aura augmenté, chaque année, de 1,7 milliard d'euros entre 2017 et 2022.  $1,7 \times 5 = 8,5$  milliards d'euros = 300.000 postes dans l'éducation nationale, les hôpitaux ou les EHPAD!

Tant d'argent pour quoi faire ? Pour alimenter les profits des marchands de canons, pour que l'armée française fasse la guerre partout dans le monde, détruit, tue, déstabilise des Etats, nourrisse le « terrorisme » pour assurer la domination et l'exploitation des impérialismes occidentaux, pour contrer les puissances concurrentes, notamment russe et chinoise.

L'OTAN a perdu sa raison d'être avec la fin de la « guerre froide » et la dissolution du « Pacte de Varsovie » en 1991. Pourtant, ce 4 avril 2019, l'alliance a fêté ses 70 ans à Washington en grande pompe. Un 30ème membre, la Macédoine-du-Nord, va y être intégré (grâce au zèle du Grec Tsipras). L'OTAN porte les intérêts complices des Etats-Unis et des grandes puissances de l'UE, avec leurs satellites d'Europe de l'Est et du Sud. Ils sèment la désolation en Méditerranée et au Proche-Orient. Ils militarisent dangereusement les frontières avec la Russie.

Il y a 20 ans, l'OTAN bombardait la Yougoslavie, après une campagne de propagande basée sur des mensonges éhontés, des « fakes news ». Le résultat, attendu, outre les 2500 morts, a été l'exacerbation des haines entre peuples, l'établissement d'un Etat mafieux, misérable protectorat, au Kosovo, l'installation dans ce territoire, de la plus grande base militaire et pénitentiaire OTAN-US en Europe, aussi la première intervention guerrière de l'impérialisme allemand à l'étranger depuis 1945. Le récent traité d'Aix-la-Chapelle, signé par Merkel et Macron, a confirmé l'objectif d'une intégration militaire germano-française, fer de lance de l'UE de la guerre, complice de l'impérialisme US.

Le centenaire du 11 novembre 1918 a été l'occasion d'une véritable provocation de Macron. La semaine précédente, 3000 soldats français participaient aux plus



grandes manœuvres de l'OTAN, au large de la Norvège, dirigées contre la Russie. Macron a réussi à réunir, autour de l'Arc-de-Triomphe (bien protégé ce jour-là) un parterre de chefs d'Etat parmi les pires fauteurs de guerre du monde.

A l'école, la propagande militariste, notamment « européenne », devient envahissante. Les programmes scolaires sont sous pression de cette idéologie. Des « correspondants » de l'armée pénètrent les salles de classe. La loi Blanquer prépare la mise au pas de tout discours critique ouvert sur ces questions, avec son soi-disant « devoir de réserve » et veut aussi imposer, dans les classes, le drapeau de l'UE.

Plus que jamais, disons : « L'argent pour l'école, pas pour la guerre ! ». Signez la pétition pour la baisse des crédits militaires et la sortie de l'OTAN : <https://baisse-budget-militaire.fr/>

## **ORGANISEZ VOTRE COLÈRE ! ADHÉREZ !**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Email / tél. : ..... Signature : .....